

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI

8

DÉCEMBRE

1975

N° 53

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

25 INCULPES EN "COUR DE SURETE DE L'ETAT "

HALTE A LA REPRESSION !

Vingt cinq inculpés par la Cour de Sûreté de l'État ! Au cours de la semaine passée, il n'y a pas eu de jour sans nouvelles perquisitions, arrestations, inculpations, personnes appréhendées par la police. Hier matin, deux militants étaient à nouveau inculpés.

L'attaque du gouvernement est d'une ampleur inouïe. L'utilisation en grand de la procédure d'exception de la Cour de Sûreté - dont la simple existence est un défi permanent - est un signe qui ne peut tromper sur les projets de la bourgeoisie : à qui, demain, le tour ? Syndicalistes, militants révolutionnaires, soldats, tous sont menacés. C'est le droit syndical, la classe ouvrière dans son ensemble qui sont visés, et les maigres libertés dont elle jouit encore aujourd'hui, sous le règne du capital.

Le gouvernement veut tuer dans l'œuf un ferment révolutionnaire chez les soldats. Il veut à tout prix empêcher que s'établissent demain, à l'intérieur de l'armée, chez les appelés, les bases d'une liaison fructueuse avec le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qui se prépare contre la politique de crise de la bourgeoisie. Et, effectivement, si le gouvernement frappe si fort, c'est qu'il se sent, devant ce danger à venir, en position de faiblesse.

Mais, par ses mesures, il est clair que le gouvernement cherche à mesurer la résistance, il teste, à travers des inculpations intolérables de militants ouvriers, la volonté de lutte. Aussi l'enjeu est-il de taille ! Il ne se limite pas à l'obtention des droits démocratiques à l'armée. Il s'agit aujourd'hui de savoir si la classe ouvrière, ses organisations vont plier devant les menaces.

A ce moment précis, on peut juger de l'attitude des multiples forces politiques qui prétendent défendre les intérêts du peuple, de la classe ouvrière. Et, pour la gauche officielle, le bilan est accablant.

S'ils passent en effet, le plus clair de leur temps à se quereller sur les municipalités et les élections, Marchais et Mitterrand, retrouvent maintenant une touchante unité.

Marchais retrouve, dans l'«Humanité», le ton odieux qu'il employa en mai 1968 pour cracher sur l'anarchiste allemand Cohn-Bendit ; il attaque avec violence les «activités troubles et les propos provocateurs de certains groupes». Le PCF réalise le tour de force, dans sa déclaration du 4 décembre, de ne pas demander la libération des emprisonnés. Il refuse de s'associer à la manifestation de vendredi organisée par la CFDT. Séguy, qui refuse aussi de lever le petit doigt pour les inculpés, trouve le temps de déclarer «nous n'accepterons jamais d'apporter de quelque manière que ce soit la moindre caution aux agissements des gauchistes».

suite page 4

liban: les phalanges relancent la guerre



Les combats à Beyrouth : un phalangiste.

Samedi matin, les combats ont repris à Beyrouth. En une seule journée, le nombre de gens tués s'élevait à 70, et les personnes enlevées étaient autour de 500. La reprise des combats s'explique par le climat d'insécurité qui régnait déjà depuis le milieu de la semaine, à cause d'une série d'enlèvements. Comme à chaque fois, les enlèvements sont pratiqués dans le but de déclencher les combats. La première opération d'enlèvement est le fait de miliciens de droite de Damour, région contrôlée par Chamoun. Ces miliciens avaient installé une barricade à l'entrée de la région, contrôlant ainsi tous les passages du Sud à Beyrouth. Une voiture transportant quatre personnes est arrêtée. Ces quatre personnes sont enlevées. A l'annonce de cette nouvelle, c'est la riposte spontanée. Dans la région située entre Beyrouth et Damour, des barricades sont mises en place pour les mêmes pratiques ; et ainsi, le mouvement s'étend jusqu'à Beyrouth ; des barricades «volantes» pour opérer les enlèvements se retrouvent dans tous les quartiers, dépassant même Beyrouth car on les retrouve dans la banlieue Nord de Beyrouth. Dans le quartier populaire du port, les phalanges ont assassiné froidement des employés. La vitesse avec laquelle toute la région s'est trouvée en état d'alerte montre bien que, loin d'œuvrer à la «réconciliation nationale», les partis de Gemayel et de Chamoun cherchent toujours à provoquer des combats. Le voyage de Gemayel en Syrie n'est qu'une façon pour Gemayel de détourner l'attention des masses des agissements de son parti.

La Résistance Palestinienne, tout en maintenant fermement sa position de non-intervention dans les affaires intérieures du Liban, a toujours combattu les manœuvres visant à allumer un conflit inter-confessionnel qui porte atteinte à l'unité de lutte du peuple libanais.

Yomna Al-Khalil

brandt-lyon les travailleurs partent en grève contre les cadences

Les 25 travailleurs de l'équipe du soir des presses sont en grève illimitée depuis le 2 décembre. La mise à pied de 3 ouvriers qui refusaient de nouvelles cadences a mis le feu aux poudres. C'est que depuis les congés, la direction a entrepris le «serage» systématique des cadences et c'est le troisième affrontement dans cet atelier depuis les congés.

suite page 5

LICENCIEMENT POUR CAUSE D'ABSENCE... A LA FÊTE DU PATRON

Le patron de la Sodyco n'est pas fier, sa femme non plus et ils sont pleins d'attentions délicates pour leurs ouvrières. Ainsi, chaque année, à l'occasion de la Sainte-Catherine, le ménage patronal organise une petite sauterie et un buffet campagnard pour ses 27 ouvrières qui n'oublient pas pour remercier leur gentil patron de se collecter pour lui faire un cadeau. Tableau touchant !

Mais cette année de fortes têtes ont refusé d'aller à la fête patronale, estimant sans doute que la compagnie de leur patron gâcherait la fête. En père indigné, le patron a demandé des excuses aux impertinentes.

Deux se sont exécutées, elles ont pu reprendre immédiatement leur travail. Mais trois ont persisté dans leur attitude. Notre patron s'est vu contraint de les licencier. Comble de l'ingratitude, ces trois ouvrières veulent porter l'affaire devant le conseil des prud'hommes.

Soyons certains que Gingembre, le défenseur des patrons ira plaider la cause de son collègue bafoué. L'autorité des petits patrons ne tolère pas d'affront. Mais qu'ils se rassurent, bientôt ce sera leur fête.

S. L.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

CULTURE : UN BEAU TEXTE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le directeur du Centre théâtral de Franche-Comté aime les beaux textes. Il l'a affirmé récemment en parlant du répertoire.

Des beaux textes ? Pourquoi pas, s'ils parlent des questions qui préoccupent les travailleurs, des problèmes concrets et matériels qui se posent, des luttes qui sont engagées ?

Mais pour M. Mayral, là n'est pas la question. « J'aime les auteurs, dit-il, les gens qui savent écrire et qui ont quelque chose à dire, même si je ne suis pas d'accord avec ce qu'ils disent. Nous y voilà ! Qu'un texte soit bien écrit, cela lui suffit, même si ce texte parle de n'importe quoi, même s'il défend les patrons, même s'il présente des héros qui sont individualistes, même si la lutte des classes n'existe pas dans ce texte.

Par ces mots, le rôle d'un centre dramatique est bien défini : l'essentiel, nous dit-on, n'est pas ce qu'on dit, mais la manière dont on le dit. Un coup à gauche, un coup à droite. Ça ne fait rien, ce sont les beaux textes.

L'Est Républicain a apprécié cette déclaration et en a rajouté : « La tragédie que l'on croyait démodée, le beau texte que d'aucuns croyaient déjà oublié, tout cela (et c'est heureux !) retrouve les faveurs d'un public trop longtemps délaissé avec des pièces qui n'en sont pas vraiment ».

Traduction : y en a marre de ces pièces d'intervention, de ces pièces militantes qui pourraient être écrites par tous et pour tous. Le tout le monde se met à donner son avis ! Il y a des gars faits pour ça, qui sont

reconnus par le pouvoir, c'est à eux de faire l'art et pas à d'autres !

Oui, vraiment, la culture, c'est à nous travailleurs à l'arracher des mains des défenseurs conscients ou inconscients du pouvoir de la bourgeoisie. Vive la culture au service du peuple !

Un lecteur de Besançon

le quotidien du peuple
AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

J'AI MILITÉ AU PCF DURANT 5 ANS

...Je suis lecteur de votre journal «Le Quotidien du Peuple» et suis très proche de vous, bien que quelquefois, je ne partage pas vos opinions, mais j'ai milité au PCF durant 5 ans et m'en suis retiré dernièrement car je ne partage plus les opinions de ce parti.

Je suis auxiliaire aux PTT à Paris 07 et voici ce qui m'est arrivé. En novembre, je suis tombé malade et suis resté sept jours à l'hôpital. Les PTT, dès ma sortie m'ont placé en congé sans solde, durant 15 jours. J'ai cru pouvoir être indemnisé auprès de la Sécurité Sociale mais les PTT, ne m'ont et n'ont pas voulu me donner mon arrêt de travail, du 20/10/75 au 10/11/75 et je ne puis prétendre à une indemnité car c'est leur règlement selon l'assistante sociale et la direction. Quant au syndicat CGT, il ne peut rien faire à ce sujet. J'ai ainsi perdu 1000 F et ne puis les réclamer en indemnité à la S.S.

Je vous sers à tous une cordiale poignée de main, à vous, chers camarades dévoués du Quotidien. Vive la démocratie ouvrière et vive la révolution.

Lecteur de Cachan

UN JOURNAL QUI ENCOURAGE À LA LUTTE

La semaine dernière, s'est tenue une même réunion de lecteurs du Quotidien du secteur santé de Lyon.

Pour M., élève infirmière, c'est la première fois qu'elle lit un journal politique qui ne la «barbe» pas. Ce qui est dit, est dans un style simple, concret, à la portée de tout le monde. Ça parle des luttes en cours des problèmes de fond. Ce qui a été très apprécié, c'est le courrier des lecteurs et aussi le bloc-notes, surtout sur la santé. Les élèves infirmières présentes ont décidé de faire remonter des fiches techniques simples sur les maladies, et sur le secourisme «ça peut servir les travail-

leurs, victimes d'accident...»

La réunion a abordé le contenu de la psychiatrie bourgeoise, sur les causes des maladies mentales, sur l'idéologie qu'on essaie de donner aux infirmiers psychiatriques ; vous êtes une élite, au-dessus des travailleurs manuels, qui eux, ne sont pas formés... sur l'apprentissage anti-syndical des écoles d'infirmières. Par exemple, les monitrices organisent des réunions tripartite ! Elèves, professionnels et direction... «Le personnel hospitalier est au-dessus des problèmes syndicaux. Vous êtes là pour soigner, vous êtes des gens bien. La politique, ça ne vous regarde pas...etc...»

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

On en est venu à parler du rôle du PCF, notamment de ses conceptions de la psychiatrie. Dans un bulletin du 22 juillet 75, signé par la cellule du PCF de l'hôpital psychiatrique St Jean de Dieu, on lit : «Il est une nécessité de dissocier ceux qui infirmiers, psycho-psychiatres, sont en mesure de faire des réflexions médicales, et les gens formant la population, le travailleur, le salarié, qui ne touchent que de très loin les vrais problèmes de la psychiatrie et qui ne peuvent se déterminer.

Ainsi le Quotidien, c'est un journal qui encourage.

Corr. Santé Lyon

OUI ! L'UNION DE LA GAUCHE EXISTE DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Depuis les élections municipales d'Alfauch (commune des Bouches-du-Rhône), le 5 octobre dernier, où le PS avait raflé les 27 sièges municipaux au nez de la droite et du P(C)F, tout le monde pouvait en douter.

Mais il ne fallait pas désespérer ! Absolument pas, l'Union de la Gauche existe ; il suffit de lire «Le Provençal» (journal local de Gaston Deferre) et «La Marseillaise» (journal local du P(C)F) pour s'en rendre compte : tous deux acceptent de publier régulièrement avant chaque week-end et même pendant, des encarts publicitaires sur les dates de fermetures et d'ouvertures des caisses et des bureaux de la Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône... non-grévistes ! Rappelons que le conflit de la caisse d'épargne a démarré le mercredi 12/11 au matin et n'est toujours pas réglé.

Que voulez-vous, «si l'argent est le nerf de la guerre, la publicité est le nerf des affaires» vous diront les rédacteurs de ces journaux. Et puis «La Marseillaise» lance une souscription de 100 millions d'AF pour fin décembre, la publicité est un moyen de combler le déficit que les lecteurs refuseraient de combler.

Les agents des caisses d'Épargne apprécieront ! Et puisque l'argent n'a pas d'odeur, pourquoi s'arrêter là ! Pour faire bonne mesure, après l'unité pour briser la lutte des

travailleurs, pourquoi ne pas s'unir pour porter un «coup commun» aux luttes de libérations nationales. L'occasion est vite trouvée : le 1-2-3 décembre Journées Nationales des «DOM» : le PS et le P(C)F embouchent la même trompette du colonialisme français pour appeler la population à venir «admirer leur art populaire et toutes les productions artisanales de ces vieilles provinces françaises» (!), entendez

par là : la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion. Les historiens du PS et du P(C)F ont très certainement découvert que les ancêtres des Antillais étaient des Gaulois !

«L'union de la gauche : une union de la lutte, une union de combat» disait Robert Allione, membre du Bureau fédéral du P(C)F le 27/11 dans l'usine Griffet. Mais contre qui ?

CAISSE D'ÉPARGNE DES BOUCHES-DU-RHÔNE
A titre exceptionnel, la Caisse Centrale et les Bureaux Urbains de Marseille non touchés par la grève ouvriront normalement lundi 1er décembre 1975
Il en sera de même pour les succursales d'ARLES, AUBAGNE et GARDANNE
(Publicité)

en avant pour douze pages six jours sur sept

RASSEMBLONS

je souscris
10 F 50 F 100 F F
Nom
Profession
Adresse
Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

LES 15 MILLIONS

vive le 31^e anniversaire de l'albanie

Ce furent, au total, plus de trois mille personnes qui assisteront vendredi dernier au meeting organisé par les amitiés franco-albanaïses, pour célébrer le 31^e anniversaire de la libération de l'Albanie. Hommage fut rendu à celui qui créa et anima longtemps cette association et sans lequel, elle n'aurait pas connu le développement qui est le sien aujourd'hui : Gilbert MURY.

Différentes interventions décrivent la réalité du contrôle ouvrier, de la culture en Albanie, mais aussi le travail de l'Association. Des films vinrent fort à propos illustrer ces différents aspects, ainsi que des textes de Gilbert MURY. Ensuite, il y eut la chorale, très appréciée, des AFA qui, par ses chants, a rappelé que l'art populaire en Albanie illustre les

progrès réalisés par le peuple albanais dans la voie de la liberté et du socialisme.

Enfin, le secrétaire général, A. BEHAR, a rappelé l'analyse de l'Albanie socialiste sur la situation du monde actuel, son combat contre la rivalité des deux superpuissances, et les liens d'indéfectible amitié qui unissent l'Albanie socialiste à la République Populaire de Chine. Le meeting s'est terminé par un appel au renforcement de l'amitié franco-albanaïse, puisque, comme le dit Enver HOXHA, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, «nous avons beaucoup d'amis et de sympathisants en France (...). nous leur témoignons du respect et il nous respectent à leur tour sans égard à la différence de nos régimes et de nos idéologies». C.N.

BRANDT

grève contre les cadences et la répression patronale

Avec la baisse des cadences, les travailleurs réclament le licenciement de deux chefs qu'ils jugent particulièrement responsables de la répression qui pèse quotidiennement sur eux. Ils savent bien que ces chefs seront remplacés par d'autres. Mais il est évident qu'il faut attaquer le système répressif lui-même, ne plus s'en tenir à une riposte coup par coup. Ils exigent :

- le paiement des heures de grève
- 250 F pour tous
- tous passer de OS à P1 pour supprimer la division faite avec les catégories.

Dans toute l'usine, le mouvement comme la lutte de Paris-Rhône suscite un grand intérêt. Ainsi la journée d'action du 2 décembre fut l'occasion pour près de 300 travailleurs de débrayer et pour 100 d'entre eux de venir à la manifestation autour de la banderole de la section CFDT : «250 F, c'est possible et c'est le moment ! La Thom-

son paiera ! Paris-Rhône lutte de tous les travailleurs !. En fin de manif, groupés autour des grévistes de Paris-Rhône et d'une centaine de manifestants des PTT : «Paris-Rhône, solidarité, PCF trahison !».

L'effolement de la direction est grand. A chaque débrayage, prise de parole, l'encadrement est organisé par des groupes de dissuasion anti-grève. Jeudi, le directeur Boisset est venu en personne, à 4 h 30, pour dissuader l'équipe du matin d'entrer en grève avec leurs camarades du soir.

De leur côté, les révisionnistes du P«C»F s'acharnent contre cette grève. Mercredi, ils ont fait un tract de mensonges imbéciles, sous l'étiquette CGT, malgré les protestations de la moitié des délégués CGT. Loin de décourager les grévistes cela a levé leur colère et ils ont envahi le local CGT de

l'usine, convoqué les délégués, exprimé leur indignation et exigé un tract rétablissant la vérité. De nombreux syndiqués CGT ont été révoltés et ont demandé des comptes aux révisionnistes ; comme au cours d'une délégation de Brandt à Paris-Rhône, certains grévistes ont remarqué la haine sur le visage des révisionnistes du P«C»F lorsqu'ils s'adressent à des travailleurs en lutte.

Comment faut-il neutraliser les révisionnistes du P«C»F dans la CGT et dans les luttes ? Voilà une question que de plus en plus d'ouvriers se posent.

L'effolement de la direction et des révisionnistes s'explique car l'autre usine Thomson qui fait des machines à laver, celle de la Roche sur Yon est en grève illimitée depuis mardi et il n'y a pas de stock ni là-bas ni à Lyon !

Corres. Brandt

Paris-Rhône :

réintégration des licenciés !

Aujourd'hui, les ouvriers de Paris-Rhône affrontent la répression patronale : après les CRS et la maîtrise, ce sont les licenciements, l'augmentation des cadences et les brimades.

Cette répression est à la mesure de la peur des patrons : peur de voir les grévistes maintenir les revendications et les formes de luttes qu'ils s'étaient données, en affrontant les révisionnistes ; peur de voir cette lutte servir d'exemple dans la région.

Beaucoup de travailleurs de La Ferrandière (3^e) n'ont pas compris pourquoi ils ont repris le travail mercredi matin : «Ce n'est pas parce qu'à Mermoz c'était fini qu'on devait s'arrêter. Ici, la production n'a rien à voir avec celle du 8^e : on pouvait continuer seuls !». C'est en pleurant que des femmes sont retournées à leur chaîne : «Je ne comprends pas, on ne peut pas re-

prendre comme ça, sans avoir nos 250 F», déclarait l'une d'elles à une camarade. Et toute la semaine dernière, à La Ferrandière, à la grande inquiétude du patron, le climat est resté «agité» : les ouvriers débrayent tous les matins pour protester contre le licenciement de leur délégué.

Les gens du P«C»F s'appuient déjà sur l'échec qu'ils ont voulu : «Vous voyez bien, où vous mènent les actions aventuristes. On vous l'avait bien dit». Le 2 décembre, 600 ouvriers leur répondaient d'avance : «PCF trahison !». Mais, à Paris-Rhône, on se pose aussi des questions : Pourquoi s'opposent-ils à ce que les travailleurs mobilisent toutes leurs forces pour vaincre. Pourquoi craignent-ils, eux-aussi, l'écho de la grève chez les camarades des autres boîtes ? Est-il possible de s'organiser en dehors de ces gens-là ?

A Mermoz (8^e) : en plus des 22 licenciements, la

direction fait payer à ceux qui n'ont pas été licenciés leur combativité durant la grève : les conditions de travail sont bien plus dures qu'avant, dans les ateliers, on les a isolés, on les déplace sans arrêt ; pour eux, la production a été considérablement augmentée. La direction attend ainsi qu'ils se découragent et partent d'eux-mêmes.

Henri Grange

Saint-Étienne de Rouvray, fief du P«C»F :

Richard FEUILLET

«NON AUX RÉSERVOIRS DE CHÔMEURS!»

A une heure et demi de train de Paris, vous arrivez dans la Seine-Maritime, un des départements les plus touchés par le chômage : 45 000 travailleurs ! Puis c'est Rouen avec sa banlieue tout autour, jusqu'à 10 km. Saint-Étienne de Rouvray, avec 45 000 habitants, constamment noyée dans le brouillard et sous les pluies fines, est une de ces villes ouvrières de la banlieue. Chaque matin, des milliers de travailleurs rouennais, après de longs transports, y viennent travailler, certains à Saint-Gobain, d'autres à Kleber-Colombes. La ville est dirigée par le P«C»F, c'est le fief à Leroy. Ici, les loisirs sont rares : les jeunes du coin, après le travail, n'ont que le baby-foot pour se détendre ou les rares cinémas qui n'ouvrent que le week-end. Si on veut se distraire un peu, «il faut aller à Rouen, mais tu sais, on ne touche pas de grosses payes», me diront certains. Reste un espace de club des jeunes où l'on apprend aux filles à se maquiller ! Saint-Étienne de Rouvray, c'est aussi une petite ville où la municipalité P«C»F expérimente une des solutions du Programme Commun qui permettrait, disant, de juguler le chômage, une solution qui lui tient à cœur : la formation professionnelle. Dans la ville, existe en effet un centre de Formation Professionnelle pour Adultes où se retrouvent des travailleurs de tout âge, beaucoup au chômage, venus de Rouen, Bordeaux, Paris. Mais justement, cette «formation professionnelle», cheval de bataille des révisionnistes, vient d'être remise en cause sérieusement par les stagiaires du centre, qui, dernièrement, portaient en lutte, remettant en cause le rôle des FPA qui ne sont, disent-ils «que des réservoirs de chômeurs visant à retarder la révolte des travailleurs contre l'exploitation». La mairie P«C»F, le syndicat CFDT de Rouen, dirigé par le PS, ne s'y sont pas trompés, sabotant la lutte, calomniant les travailleurs du stage comme des «agitateurs irresponsables», cautionnant des exclusions. Comme le disent les stagiaires aujourd'hui, «il s'agit pour ces gens-là de liquider les gars gênants qui dénoncent le rôle de la formation professionnelle et en fin de compte toute la société actuelle». Mais cette première lutte est un pas important.

Aujourd'hui, une coordination des différents centres en France est en cours pour mener une bataille d'ensemble avec les travailleurs actifs contre le chômage. (à suivre)

F.P.A. en lutte
SOUTIEN AUX CAMARADES GREVISTES DE LA FAIM
chapelle des Trinités à St-Denis du Rouvray, Normandie
RÉINTEGRATION IMMÉDIATE



Pour la satisfaction de nos revendications
Pour notre volonté d'être des travailleurs à part entière

Siemens (Haguenau) : non aux réductions d'horaire

En débrayant unanimement et en manifestant dans les rues de la ville, chose qui ne s'était pas vue depuis bien longtemps par ici, les travailleurs ont riposté à ces manœuvres. La direction annonce : «je ne suis pas contre les syndicats, j'aimerais bien discuter avec eux, mais avec des syndicats compétents qui comprennent nos problèmes». Comment être plus clair ? Ce que veut la direction, c'est un syndicat maison qui ferait accepter ses «difficultés» aux travailleurs.

Aujourd'hui, alors que l'ensemble des travailleurs vont se réunir avec leur section syndicale CFDT pour engager la riposte, l'idée de l'occupation fait son chemin. Déjà des échanges ont eu lieu avec les travailleurs de Clark à Strasbourg. A Siemens, comme à Clark, seule une lutte résolue fera céder le patron !

Depuis le début de l'année, la direction de l'usine Siemens à Haguenau, multiplie les licenciements, les réductions d'horaires et les mutations. De plus, c'est l'intensification du travail, la baisse du salaire. Aujourd'hui, les horaires sont à 24 h et de nouveaux licenciements sont prévus. Aujourd'hui, c'est à un véritable chantage auquel elle se livre : «soit vous acceptez les 24 h, soit ce sont les licenciements».

Orléans Saint-Gobain poursuite de la lutte

Une forte délégation s'est rendue au siège de Saint-Gobain-Industrie à Neuilly pour informer le personnel de cet établissement. Elle a été reçue en séance plénière du comité central d'entreprise et une motion des travailleurs en lutte et de leurs organisations syndicales a été lue.

A Orléans, à la suite d'une demande des organisations syndicales CGT et CFDT, l'inspection du travail créait les conditions d'une rencontre avec la direction. Cette entrevue était souhaitée car les organisations syndicales possèdent les éléments nouveaux vidant de leur contenu les motifs des quatre sanctions. La direction de la Chapelle n'a pas voulu accepter les arguments, elle a fait la démonstration de sa mauvaise foi. Elle continue à envoyer des lettres de plus en plus menaçantes pour détruire le mouvement.

La combativité des travailleurs se renforce, de nombreuses délégations de travailleurs d'entreprises orléanaises continuent à apporter leur soutien !

Corr. Orléans

Egé-Chambéry : IMPOSONS L'EMBAUCHE

Depuis un an, les employées du magasin EGE à Chambéry réclamaient l'embauche de personnel supplémentaire. Vu le manque de personnel, souvent les clients, aux heures de pointe, voyant les queues devant les caisses, ressortaient. Au lieu d'embaucher, le patron avait trouvé une solution «originale» : faire payer des caissières aux rayons de vente, chaque fois qu'il y avait des trous, faire faire plusieurs rayons aux vendeuses.

Samedi 22 novembre, les employées du magasin se

mettent en grève pour exiger l'embauche d'une employée supplémentaire. Les gens du quartier en venant faire leurs courses sont d'abord mécontents, puis quand les filles leur expliquent la cause de la grève, ils engagent la discussion et beaucoup disent : «Oui, vous avez raison».

Mais après le week-end, la section CFDT propose d'aller plus loin et d'imposer de fait une nouvelle employée au patron, ce qui, dès le lendemain, se fait. Le

mardi, une chômeuse arrive à l'heure de l'ouverture, va au vestiaire, met une blouse. Les travailleuses lui expliquent son travail. Mais la nouvelle employée, mineure, est reprise par son père. La CFDT propose alors d'embaucher une autre camarade, chômeuse. Samedi dernier, en attendant son arrivée, une dirigeante CFDT (qui travaille par ailleurs) prend la place «pour soutenir les revendications». Et le soir, une réunion a lieu à la maison des syndicats où l'on parle des heures de grève non-payées et de l'embauche

pour le lundi. «Comment payer la camarade ? Le syndicat assure la paye» dit-on. «On va les user en les obligeant de faire venir l'huissier à chaque nouvelle embauche».

Ce qui est très positif dans cette lutte, c'est la volonté des employés d'imposer l'embauche, c'est aussi l'unité du personnel et les liens qui se tissent avec les gens du quartier, solidaires. La lutte continue !

- correspondant Chambéry

reprise aux Forges de Gueugnon

Le travail a repris aux Forges de Gueugnon. Les résultats sont dans l'ensemble assez maigres. Le seul avantage apparemment intéressant, c'est la garantie de salaire en cas de changement de poste. Sur les conditions de la reprise, l'avance de 20% sur les jours de grève de novembre devra être remboursée.

Cette reprise était préparée depuis longtemps par les manœuvres de la direction qui parlait de «la grave situation des Forges» qui trouvent un écho particulier de la part de la direction de la CGT qui disait : «de toutes façons, ce que nous obtiendrons dans les conditions d'aujourd'hui, ce ne sera pas aussi bon que ce que nous pourrions obtenir dans une situation où tout marcherait bien !». Comme appel direct à se soumettre au chantage à la crise de la direction, on ne fait pas mieux !

politique

Les militants CFDT sont particulièrement visés par la répression qui s'abat aujourd'hui sur la question du mouvement des soldats. Nous avons demandé à un dirigeant CFDT,

Antoine Barbero, secrétaire général de la Fédération CFDT des cheminots, membre du Conseil National (Confédéral), l'appréciation qu'il porte sur cette agression caractérisée.

Quotidien du Peuple : **Quels sont les positions (fédérales et confédérales) sur les comités et «syndicats» de soldats ?**

Antoine Barbero : *La-dessus, pour nous, c'est net. Le problème se situe sur le terrain de la prise en charge par les soldats eux-mêmes, en liaison avec les organisations syndicales où ils militaient auparavant et dans des comités de soldats, d'une lutte sur les conditions de vie à l'armée et d'autres problèmes comme l'information, la possibilité de contester la hiérarchie, le refus des brimades... Mais nous ne souhaitons pas de «syndicats» à l'armée !*

D'abord parce que les ap-

pelés ne passent qu'un temps bref à l'armée et surtout qu'ils viennent d'horizons différents : nous refusons la pluralité syndicale, source de division ou d'hégémonisme. Il faut des Comités de Soldats, ponctuellement, sur des bases unitaires (CGT, CFDT, non-syndiqués). Dans ce cadre, il est indispensable que les droits acquis à 18 ans (avant l'armée) puissent s'exercer librement tant pour l'information que pour l'expression !

Nous sommes solidaires de ces Comités et de tous les emprisonnés, tant qu'ils restent dans le domaine de la lutte contre l'aliénation que subit le soldat comme le travailleur. Mais nous refusons

interview d'un delegue cfdt

de cautionner l'antimilitarisme primaire.

QdP : *Peux-tu préciser sur ce point : que signifie «l'anti-militarisme primaire» dont tu parles ?*

A.B. : *On ne peut le définir que par rapport à un projet de société. Dans l'optique socialiste que l'on a définie, l'armée a une place à tenir, à moyen terme en tout cas. Mais l'important, c'est qu'il ne peut s'agir alors que d'une «armée populaire».*

C'est-à-dire d'abord une armée où ne soient plus possibles ni l'opération du Tchad ou de Djibouti, ni briser des mouvements de travailleurs (comme ça se fait aujourd'hui : éboueurs, «aiguilleurs du ciel»)... Il s'agirait donc

d'une armée d'un style et d'un contenu très différent, liée à la nation et protégeant le travail et les libertés du peuple !

On peut nous dire, mais «pourquoi une armée, alors ?». Notre réponse est claire : le contexte international ne permet aucun idéalisme : on ne peut accepter de s'intégrer à l'un des deux blocs (OTAN ou Pacte de Varsovie) ni subir leur hégémonie. Une armée est donc nécessaire, car on ne peut s'empêcher de penser à un expansionisme (fasciste ou autre...). Mais il s'agit de défendre le peuple - en ce cas - et non de pratiquer des soi-disant «guerres préventives», hors de nos frontières.

halte à la répression ! suite de l'éditorial

Quant à Mitterrand, drapé dans sa stature d'homme d'Etat, fort de son expérience de répression des appelés qui refusaient, il y a vingt ans à peine, la boucherie colonialiste contre le peuple algérien, il se borne à demander «une représentation démocratique dans l'armée». Il rappelle que les revendications de son parti ne sont pas «très éloignées de ce qui existe déjà», prenant comme exemple ce qui existe dans l'armée d'Allemagne de l'Ouest. Il refuse, malgré les liens connus de l'état-major réformiste de la CFDT et du PS, de s'associer à la protestation. La déclaration commune de la «gauche» se contente de dire que «la répression accentue le malaise» sans un mot pour les inculpés. Ces messieurs bien au contraire, occupent le pavé des beaux quartiers samedi, pour réclamer le «respect du suffrage universel» et la démission de Poniatowski.

Belle gauche que la répression laisse indifférente ! Les camps sont donc clairs. D'un côté, celles que soient leurs contradictions pour le pouvoir, y compris dans l'armée, tous les partis bourgeois, à droite comme à gauche, sont solidaires contre les militants, contre les soldats, contre le peuple. De l'autre côté, les masses et les révolutionnaires exigeront la levée de toutes les sanctions, la libération immédiate de tous les inculpés, la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat.

Et c'est bien de l'ampleur de la mobilisation, de sa détermination que va dépendre le sort des emprisonnés. A plus long terme, il s'agit aussi du succès et du large écho populaire que va rencontrer le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qui se prépare.

Mobilisons-nous donc, dès maintenant, quels que soient les obstacles de ceux qui se disent «la gauche».

en bref manifestation de la «gauche» à St-Lazare

UN DÉFILÉ A CONTRE-COURANT DES EXIGENCES DE L'HEURE

C'est pour le coup que toute la presse, caméras et autres, étaient braqués sur le défilé de la «gauche». Depuis un an et demi, Mitterrand, Marchais et Fabre n'avaient pu se réunir. Un enjeu de taille les conviait à se mobiliser : le découpage des cantons pour les futures élections. Ils se promènent sous une banderole qui proclame «pour le respect du suffrage universel», s'arrêtant complaisamment tous les cent mètres pour sourire sous les flashes.

Dans toute la manifestation, à l'exception d'un timide mot d'ordre du CERES, qui, pour le coup, paraissait révolutionnaire, il n'y eut pas un seul mot pour réclamer la libération des 25 inculpés, soldats et militants syndicalistes.

Le seul mot d'ordre qui claquait de temps en temps dans le quartier désert du boulevard Haussman, face aux boutiques de luxe, c'était «Ponia démission».

Une heure après le début, les banderoles étaient sagement repliées, place St-Philippe-du-Roule. On n'a pas parlé des soldats. Ni des syndicalistes. Il n'y avait pas de délégation des entreprises en lutte - sauf les militants PCF du Parisien Libéré.

C'est que la lutte se mène ailleurs. Pas derrière des notables qui défilent pour la galerie.

Besançon : les libertés selon le PCF

Samedi à Besançon, les JC et l'UEC appelaient à un rassemblement de leurs jeunes du Doubs sur le thème bien connu des libertés. Des camarades de la cellule Cabral (fac) du PCR(ml) et une quinzaine de jeunes de l'UCJR étaient présents parmi lesquels des ouvriers de l'usine Bourgeois, d'Unimel, des élèves de lycée et CET, afin de faire connaître nos perspectives. Après avoir entrepris la diffusion de nos tracts, les réactions de la part de ces faux-communistes n'ont pas tardé à se faire connaître. Après avoir repoussé fortement nos camarades du Parti les plus âgés, la rage s'est emparée des gorilles du service d'ordre qui ont roué de coups des jeunes militants de l'UCJR. Un jeune, Fred, précipité à terre par ces bonzes, qui réclament le changement, a été frappé dans le dos à grands coups de poings, ce même jeune fut aveuglé par un jet de bombe lacrymogène. Il était venu au rassemblement car il avait eu le matin, à la sortie de son CET, un tract des JC, arrivant sur place et nous voyant, il avait préféré nous rejoindre car, nous dira-t-il plus tard, je préfère le mot d'ordre «Union, Action, Révolution». On a dû emmener Fred dans une pharmacie pour le faire soigner. Les injures du parti soi-disant communiste n'ont pas arrêté de pleuvoir : «Salopards, foutez le camp, vous êtes envoyés par Ponia».

réunion de l'Eurogroupe aujourd'hui

L'Eurogroupe se réunit aujourd'hui : cet organisme a pour rôle de coordonner, sous la dépendance des USA, les fabrications d'armement des pays de l'OTAN en Europe.

Sauvagnargues a démenti, jeudi, que la France ait l'intention de réintégrer cet organisme. En réalité, le gouvernement cherche une procédure qui sauve les apparences de l'indépendance. Il ne veut pas avoir l'air de céder purement et simplement aux pressions US. Il se déclare pourtant favorable à «la production en commun par les Etats européens de matériels», et à des conversations dans ce but mais «sans lien avec les organisations existantes». On saura peut-être mieux demain où en est le glissement de l'impérialisme français.

2 journées de répression

A l'heure où nous mettons sous presse, on en est à 25 inculpations devant la Cour de Sûreté de l'Etat : 16 appelés et plusieurs syndicalistes. De nouvelles inculpations sont prévisibles.

Parmi les derniers inculpés : Roger Houlet, militant de la CFDT, travailleur à la RATP, qui avait été interrogé par la police vendredi. La répression policière n'a pas touché que les appelés et le mouvement de soutien, elle s'en est prise aux militants syndicaux et en particulier ceux de la CFDT et à des militants politiques. Il s'agit véritablement d'une opération préventive et d'intimidation contre le mouvement de masse.

Ainsi des perquisitions ont été effectuées dans plusieurs permanences syndicales où les fichiers, les documents internes ont été saisis, à Chaumont, Besançon, Bordeaux, Sevran. Les domiciles de plusieurs militants syndicaux ont également été perquisitionnés.

A Caen, dans une affaire qui n'a rien à voir avec le mouvement des appelés, la PJ a perquisitionné chez 5 militants de la CFDT en prenant pour prétexte la séquestration du patron de l'entreprise Blaupunkt en juillet dernier. Il semble donc que ces pratiques qui, jusqu'ici, avaient relativement épargné les militants syndicaux seront

ASSISES DE L'ORDRE DES MEDECINS c'est toujours l'ordre du regime de Vichy !

Samedi et dimanche, l'ordre des médecins tenait ses premières assises nationales. Il était devenu urgent pour cette institution pourrie et pourrieuse de tenter une opération de «remise à jour». Créé par Pétain pour contrôler le corps médical, l'ordre a été entériné à la Libération par le gouvernement de de Gaulle, dont faisait partie, comme ministre de la santé, F. Billoux, du PCF...

Dirigé par le «Conseil de l'ordre», théoriquement élu par l'ensemble du corps médical, il est en fait le reflet d'un petit pourcentage de mandarins riches et titrés qui se réalisent régulièrement. D'ailleurs, son porte-parole actuel, Lortat-Jacob, a su se faire remarquer par ses multiples déclarations réactionnaires contre le conventionnement des médecins - c'est-à-dire pour le maintien intégral de la «médecine libérale» - contre la contraception et l'information à ce sujet, et contre l'avortement. Tout en se présentant comme le garant d'une «bonne médecine», l'ordre est apparu de plus en plus aux travailleurs pour ce

qu'il est, c'est à dire un instrument de mystification des masses et de répression. La dernière preuve en est le contrat passé avec le patronat à propos des contrôles des arrêts de travail. Ce contrat a donné naissance à des sociétés type «Sécurex», dont les médecins ne sont ni plus ni moins que des contrôleurs au service des patrons.

De quelle médecine se porte-t-il le garant ? C'est cette médecine que subissent tous les jours les travailleurs, la médecine de distribution à la chaîne de longues listes de médicaments, la médecine des «gaffes» de plus en plus nombreuses, la médecine du travail qui ignore les causes des maladies...

Conséquence de cette pression des masses, s'est développé un mouvement de contestation de l'ordre et de son idéologie dans le corps médical. Pour ce mouvement, dont la première exigence, tout à fait juste, est la suppression de l'ordre, la question est de choisir entre une tentative d'aménagement de la médecine dans le cadre capitaliste et de se battre pour

employés plus large-
ment.

Dimanche matin, sur le marché d'Alligre (Paris 12^e), des camarades diffusaient un tract pour réclamer la libération des militants emprisonnés. La police s'est emparée d'un camarade et s'est ensuite attaquée à des militants des CAM et des CDA qui ont été embarqués. Devant cette agression le PCF n'a pas dit un mot, ni fait un geste. Voilà

la défense des libertés en œuvre !

Face à la montée du mouvement de révolte dans les masses, la bourgeoisie montre les dents et commence à sortir de son arsenal juridique les mesures qui lui permettent de réprimer sur une plus grande échelle et avec le maximum de latitude. Seule une riposte d'ampleur pourra la faire reculer.

une médecine au service du peuple, combat indissociable de celui que mène les travailleurs pour une société où ils seraient les maîtres.

L'ordre, en convoquant

ces assises, avait senti le danger. Mais les résultats qu'annonçait Lortat-Jacob à leur issue montrent qu'il est bien décidé à poursuivre son rôle, moyennant quelques modifications de structure.

les médecins contre le conseil de l'ordre et pour une autre médecine

Vendredi, à l'initiative du Mouvement Action Santé (MAS), étaient réunis pour une conférence de presse divers groupes de médecins et de travailleurs de la santé de l'Ouest, de Franche-Comté, de la région Lyonnaise ainsi que le GIS et le Syndicat de la Médecine Générale, dans le but de dénoncer les Assises Nationales de l'ordre des médecins et de demander la suppression de cet ordre. Déjà plus de 1500 médecins ont signé le «manifeste des 600», dirigé contre l'ordre, et plusieurs médecins, de Rennes et de Lyon, après leur refus de verser une cotisation au conseil de l'ordre ont été poursuivis par ses instances. Pour ces mouvements, il ne s'agit pas seulement de dénoncer l'ordre, mais aussi de combattre l'idéologie qu'il impose sous le mot de «médecine libérale». Comment relier la lutte sur le front de la santé à celle des travailleurs sur les conditions de travail et les «accidents» du travail, pour quelle médecine faut-il se battre, ces questions, bien qu'abordées par les participants à cette réunion, ne furent pas traitées quant à leur fond. L'existence de groupes de médecins, remettant en cause la politique de santé de la bourgeoisie mérite cependant d'être connue et développée.

Portugal : Quelques leçons

En poursuivant le débat avec les travailleurs sur la crise et son issue révolutionnaire, nous avons montré comment, face à la politique de crise de la bourgeoisie, la nécessité d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière se faisait jour. Eten même temps, comment les hésitations sur l'issue politique d'un tel mouvement contribuaient à en retarder le déclenchement. Au centre de ces interrogations, en référence avec l'expérience de Mai 68, il y a la question du révisionnisme : est-ce que le PCP parviendra à maintenir son emprise sur le mouvement ? Et, dans ce cas-là, vaut-il la peine de s'engager dans un tel affrontement pour déboucher soit sur une sorte de Grenelle, soit sur un gouvernement de gauche, le programme commun ?

A partir de là peuvent se développer des illusions d'origine petite-bourgeoise sur la nécessité de s'accommoder du révisionnisme,

mais, à la fois, la possibilité, dans un tel mouvement, de le contourner, de le « déborder » et finalement d'aller vers le socialisme en même temps avec et contre lui.

Les bouleversements politiques au Portugal, depuis plus d'un an, ont été utilisés par le PCP comme par ces forces social-démocrates, autogestionnaires allant du PS aux groupes trostkistes pour valider leurs projets.

La réalité, au Portugal est en train de balayer, avec beaucoup de netteté ces illusions. Il est temps d'en tirer quelques leçons. Et celle-ci, essentielle : si la possibilité ne lui est pas donné de se démarquer fermement, de façon conséquente du révisionnisme, le mouvement des masses est privé des moyens de mener jusqu'au bout son combat contre la bourgeoisie, d'avancer sur la voie de la révolution.



Une banderole du P(C)P : «l'appareil d'Etat au service du peuple» !

Le 25 novembre, les quelques centaines d'hommes du régiment des commandos d'Amadora rassemblaient les conditions militaires d'une « remise en ordre » recherchée depuis des mois par la bourgeoisie portugaise. Alors que, dans les semaines précédentes, le mouvement ouvrier avait atteint un niveau extrêmement élevé (avec, en particulier, le siège de l'assemblée nationale par les maçons) ; alors que le mouvement des soldats semblait mettre en question l'existence même de l'armée bourgeoise ; alors que, au sein même de la hiérarchie militaire, le reflet des contradictions entre le peuple et la bourgeoisie, et à l'intérieur de la bourgeoisie, suscitait des divisions insurmontables en apparence ; bref, alors que certaines conditions objectives semblaient plutôt rassemblées pour la victoire d'une insurrection populaire, le coup de force réactionnaire se réalisait avec une facilité surprenante. Avec la liquidation de la « gauche militaire », de nombreux espoirs placés

dans une évolution graduelle du Portugal vers le socialisme s'écroulaient d'un coup.

Le processus engagé le 25 avril au Portugal présentait des traits originaux, intransposables dans notre société. D'abord, parce qu'il s'agissait du renversement d'un régime fasciste, ce qui détermine l'aspiration des masses à poursuivre la lutte jusqu'à l'élimination des racines mêmes de l'ancien pouvoir (donc à poser en fait la question de la nature de la classe au pouvoir). Mais en même temps, cette situation, en laissant subsister vivante l'alternative « fascisme-démocratie » dans la conscience des masses populaires, contribuait à obscurcir la question de la nature de classe du pouvoir. Deuxièmement, le coup d'Etat du 25 avril, et le processus qui a mené jusqu'à l'élimination, le 28 septembre, du général Spínola, sont dominés par la volonté d'une fraction petite-bourgeoise d'officiers de liquider une guerre

coloniale perçue comme désespérée : situation dans l'armée qui ne présente aucune analogie possible avec, par exemple, les regroupements d'officiers que tente aujourd'hui le PS chez nous. Enfin, le Portugal, bien que puissance coloniale, ne présente pas en réalité les traits d'une métropole impérialiste, mais bien plutôt d'une économie capitaliste dominée par les impérialismes occidentaux, ce qui fait de la question de l'indépendance nationale une question immédiate.

Cependant, un point commun rapproche le Portugal de la France : l'emprise large d'un parti prétendument communiste, révisionniste, contre-révolutionnaire dans les faits. La question de l'attitude que la classe ouvrière, le parti révolutionnaire prolétarien, doivent adopter à l'égard d'une telle force politique peut de ce fait avancer par l'examen des événements portugais.

28 septembre 1974 : le général Spínola lance un appel à « la majorité silencieuse » ; à l'appel du PCP et des organisations d'extrême-gauche, les masses descendent dans la rue, font des barrages, s'opposent au coup de force réactionnaire qui se prépare. Les troupes du « commandement opérationnel du continent » (COPCON) commandées par le général Otelo de Carvalho, fraternisent avec le peuple. Au lendemain, Spínola et les forces sociales qu'il représente (pour l'essentiel, les anciens monopoles capitalistes) se trouvent éliminés du gouvernement. Le 11 mars, lorsque Spínola tentera un coup d'Etat d'extrême-droite, les mêmes forces politiques et militaires feront échouer son entreprise. La question du pouvoir, désormais, se joue entre ces différentes forces, en attendant le retour en force, quelques mois plus tard, de la bourgeoisie traditionnelle et de ses forces politiques.

Officiellement, le Portugal entre dans un processus de « construction du socialisme ». En réalité, la situation se caractérise par trois facteurs : l'initiative propre des masses, l'avancée méthodique par le PCP de son projet politique propre, l'existence au sein des officiers d'un fort courant sensible aux aspirations des masses, en quelque sorte populiste.

Officiers, au premier rang desquels le premier ministre, Vasco Gonçalves : ce sont là, dans la perspective d'une transformation pas à pas de l'appareil d'Etat, en vue d'une conquête qui n'implique pas le changement de sa nature de classe, les meilleurs atouts du PCP : c'est ce qui s'exprimera tout au long de la période par son mot d'ordre : « alliance peuple-mouvement des forces armées ». En même temps, le parti révisionniste s'assure ses bases propres au sein de l'appareil d'Etat : main-mise sur les séries de journaux, sur les municipalités, sur l'intersyndicale unique, sur les banques et les entreprises nationalisées, la direction et le personnel de toute une série de ministères.



Reunion du Conseil de la Révolution. LES MASSES FACE AU POUVOIR RÉVISIONNISTE

Si, trompés par les coups portés aux anciens monopoles intimement liés à l'appareil fasciste, les masses peuvent, quelques temps, s'enthousiasmer pour les nationalisations, elles déchantent vite. Il se révèle en effet rapidement que l'objectif des nouvelles forces qui s'emparent des leviers du pouvoir est, outre leur accession à un statut social bourgeois, la relance de l'économie sous la forme de la « bataille pour la production ». On voit fleurir partout, jusque sur les boîtes d'allumettes, les mots d'or-

dre du genre : « travaillons tous plus et mieux ». Or la situation des masses ne fait, dans ce cadre que s'aggraver de jour en jour : baisse du pouvoir d'achat, chômage accru. Les attitudes de classe bureaucratiques, arrogantes, l'organisation de systèmes de déflation inspirés de l'ancien régime, quand ils n'utilisent pas purement et simplement ses agents (comme à la Lisnave) suscitent rapidement la comparaison avec l'ancien régime : social-fascisme, nouvelle PIDE (police politique du régime fasciste), sont des expressions qui deviennent courantes dans la bouche des ouvriers et des paysans portugais, quand il s'agit du PCP.

Dans le courant des mois de juillet et d'août, les paysans, les ouvriers de certaines entreprises du nord et du centre du pays vont se soulever contre cette nouvelle forme d'exploitation capitaliste. Le fait que les propriétaires fonciers, les « caciques » (tyrans de village) et les curés profitent de ce mouvement pour en prendre souvent la tête et lui imprimer une orientation réactionnaire ne doit pas conduire à méconnaître le fondement de classe de cette révolte.

Autre épreuve, plus probante encore, la désaffection que connaît rapidement le parti révisionniste, dans la période où il est au pouvoir, parmi

les travailleurs des bastions ouvriers de la région de Lisbonne. Alors qu'il se montrait capable, quelques mois plus tôt, de mobiliser des masses considérables, à la fin du mois d'août, le PCP, organisant une manifestation, y voit venir deux fois moins de monde qu'à celle des commissions de base influencées par des mouvements situés politiquement sur sa gauche. Aucune entreprise, aucun quartier, ne lèvera le petit doigt, au mois de septembre, quand un groupe de neuf officiers évincera pour l'essentiel le PCP du gouvernement.

QUELQUES LEÇONS

Quelques mois de pouvoir du P(C)P au Portugal ont clairement mis en lumière plusieurs leçons. D'abord, que les partis révisionnistes ne sont pas des partis réformistes bourgeois ordinaires, visant simplement à maintenir sous des formes quelque peu améliorées la dictature bourgeoise ancienne manière. Au contraire, trouvant leur modèle (et, en ce qui concerne le PCP, un très net soutien extérieur) en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe, ces partis cherchent en réalité à instaurer une nouvelle forme de capitalisme. Le processus suppose le remplacement pas à pas, au fur et à mesure que les rapports de force politiques le permettent, du personnel de l'ancienne bourgeoisie par de nouveaux exploités. Cette perspective est de nature à séduire certaines couches de la petite-bourgeoisie moderne, tels que les ingénieurs, et autres technocrates. C'est la base sur laquelle le P(C)P s'est assuré le soutien d'une importante frange d'officiers issus de ces couches, ou leur étant proches : telle est, en effet, outre la bureaucratie existant dans ces propres rangs, la couche dans laquelle le parti de Cunhal a puisé les

éléments de la nouvelle bourgeoisie qu'il a tentés de mettre en place, se fondant sur une idéologie de l'« efficacité » et de la « compétence » que vient heurter l'anarchie régnante dans les vieilles formes du capitalisme en crise.

Ce projet, projet d'exploitation des masses sous de nouvelles formes, suppose que les révisionnistes s'opposent à leurs aspirations, devenant

oüvertement répressifs, n'hésitant pas à recourir à des pratiques policières qui s'apparentent au fascisme. C'est que, face à son projet, le P(C)P a trouvé le peuple portugais, engagé de son côté dans la lutte sur la base de ses aspirations propres.

Jean Lernet

Demain : lutte des masses et tentatives de conciliation.

40 000 escudos par mois !

Août 1975 : témoignage sur une des manifestations contre le PCP qui se sont produites cet été dans le Nord et le centre (Vila Nova de Famalicão).

Au départ : une usine textile, l'usine de Manuel Gonçalves est en faillite. Les ouvriers craignent le chômage (déjà très fort dans cette région où il y a beaucoup d'usines textiles). Le patron s'enfuit. Alors, on nomme une commission administrative chargée de diriger l'usine. Elle est composée de trois administrateurs. Tous trois sont du PCP et l'un est l'ancien bras droit du patron, connu pour son incapacité. La commission syndicale est également dirigée par des membres du PCP. Cette commission administrative a été nommée par un avocat du PCP à la suite de l'enquête financière menée sur la faillite. Dans cette région qui ne connaît pas une implantation ancienne du PCP, les ouvriers exigent dans une pétition qu'une commission soit élue où toutes les tendances puissent être représentées. Les administrateurs refusent. Dans la ville, tous les postes clés (mairies) sont tenus par des membres du PCP qui ne sont pas reconnus par les travailleurs et qui se sont autodésignés après le 25 avril ; un café sert de local aux membres du PCP, le patron n'était qu'un profiteuse du temps du fascisme. Ceux qui n'appartiennent pas à cette organisation n'ont pas le droit d'y venir. Les travailleurs se rendent à l'usine pour réclamer une commission élue composée de travailleurs. Comme nous le déclare un camarade m-l, les travailleurs ne voient aucune différence entre avoir un patron ou trois administrateurs (touchant chacun 40 000 escudos soit 8 fois le smig portugais) et qui ont le même pouvoir que l'ancien patron.

Un des administrateurs du PCP retranché dans l'usine les menace avec une grenade. Alors les travailleurs comprennent que les membres du PCP doivent posséder des armes et décident d'aller dans le local du PCP pour voir s'ils ont des armes. La manifestation est alors plus ou moins encadrée par des individus du lumpen-prolétariat connus pour être au SO du CDS et du PPD. Le local du PC a été complètement mis à sac, vitres brisées, plancher arraché, voitures incendiées.

santé

assurés et travailleurs de la Sécurité Sociale UNE MEME LUTTE CONTRE LA SANTE CAPITALISTE

dans la file d'attente du centre de paiement d'Ivry

Un chauffeur-livreur au chômage : « Il y a 4 mois et demi j'ai eu un accident de trajet (une voiture m'a renversé sur mon solex). Après 8 jours d'hôpital (j'avais perdu connaissance à la suite du traumatisme crânien et de fractures de côtes) j'ai eu un arrêt maladie de 4 mois. Comme je n'avais qu'un mois de boîte, le patron en a profité pour me licencier. Je suis au chômage depuis 15 jours.

Depuis l'accident, je touche des indemnités comme si j'étais en maladie, c'est-à-dire 29,56 F par jour depuis le 2 juillet pour nourrir ma femme et mes deux enfants.

QdP : Comment fais-tu pour vivre ?

Y. : Avec ce que je touche ce n'est pas possible d'acheter de la viande, juste de temps en temps pour les enfants.

J'ai un loyer de 500 F par mois et j'ai dû vendre ma voiture à n'importe quel prix parce que j'avais besoin tout de suite de l'argent pour payer mon loyer. Sinon j'étais expulsé.

Depuis juillet je suis venu au centre de sécurité sociale 3 ou 4 fois par semaine, une centaine de fois en tout. Si je travaillais, je n'aurais pas le temps de venir et revenir sans cesse pour les papiers, j'aurais abandonné l'argent comme beaucoup.

QdP : Que penses-tu des employés ?

Y. : Ça dépend des jours, il y a les bons et les mauvais. Certains essaient de se débarrasser de nous le plus vite possible, ne veulent pas aider ceux qui ne savent pas écrire. D'autres s'occupent mieux de nous.

QdP : Et l'augmentation des cotisations de Fourcade ?

Y. : Ce sont toujours les mêmes qui payent. Un ouvrier il a sa feuille de paye, tout est déclaré. Un bourgeois qui gagne des centaines de mille par mois, il ne déclare pas tout et il paye bien moins que nous.

Si la médecine était

SÉCURITÉ SOCIALE... «SÉCURITÉ» DU CAPITAL

Dès début 76 la SS met en place un fichier national sur ordinateur. Dans chaque centre de paiement sera installé un terminal téléphonique et il y aura de gros ordinateurs centraux. L'expérience est tentée dès cette année dans 3 centres à Paris, dans les Hauts de Seine, dans la Seine St Denis. Tout doit être achevé d'ici à 1980. Le but officiel c'est d'établir en permanence un contrôle des dépenses et d'établir des statistiques.

En réalité d'autres buts sont visés :

- contenir les dépenses de santé
- établir centre par centre les moyennes de rendement du personnel pour planifier l'effectif, c'est-à-dire aligner les cadences sur les centres où elles sont le plus élevées et licencier du personnel.

- instituer un contrôle pratique de tous les assurés (état de santé, employeurs successifs, adresses, absentéisme, etc...) pour renforcer le flicage des arrêts de travail et le cas échéant servir aux patrons pour trier le bon grain de l'ivraie dès le bureau d'embauche.

- les travailleurs étrangers risquent d'être les premiers touchés par ces mesures. Quant aux relations du ministère de l'Intérieur avec le fichier central, on peut s'attendre à toutes les dénégations solennelles de Poniatowski, cela ne trompera personne !

droits. J'ai eu un accident au travail (j'ai reçu une caisse sur le dos) ils m'ont pris les trois volets de déclaration à la caisse et ne veulent pas me rendre celui à donner au patron. Comment je vais être remboursé ?

laisent l'argent. Pour un mot ou un chiffre qui manque on nous renvoie, si on ne trouve personne qui s'y connaisse, on laisse tomber.

Une travailleuse en invalidité depuis 5 ans : Je suis séparée de mon mari depuis 10 ans et malgré les lettres successives pour leur expliquer que j'ai une adresse différente de mon conjoint assuré, la sécurité sociale envoie toujours les avis, remboursements au mari.

Je perds beaucoup de temps en démarches. Quelqu'un qui travaillerait ne pourrait pas passer autant de temps à ramener des papiers.

En fait, ils essaient de dégoûter les travailleurs, de les fatiguer pour qu'ils abandonnent leurs prestations. On attend chaque fois trois heures pour passer. Entre le guichet d'accueil et la caisse il y a une heure d'attente. Parfois on en profite pour faire une course, quand on revient on se fait engueuler parce qu'on n'était pas là au moment de l'appel. Il faut revenir et la prochaine fois que j'attendrais 3 H ils vont m'entendre. A la télé ils ont montré l'amélioration de la sécurité sociale par l'installation d'hôtesse dans les centres mais je ne vois pas de changement, on attend toujours autant. C'est juste pour la façade comme le reste.

INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ CFDT DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA RÉGION PARISIENNE

QdP : « Sur quels objectifs, quelles revendications se mène la lutte des travailleurs de la Sécurité Sociale ? »

Pierre : « La sécurité sociale, avec ses centres de paiement, ses multiples services (URSSAF etc...), c'est une énorme machine administrative qui fait partie intégrante de l'appareil d'Etat bourgeois.

Dans cette immense bureaucratie, la tâche d'un employé, c'est, dans les centres de paiement, de traiter, de compléter une certaine quantité de dossiers chaque jour. Sans parler du caractère routinier, paperassier de ce travail, de l'entassement des employés dans des locaux exigus, bruyants, il y a le problème des bas salaires, de la surcharge de travail due au manque de personnel, des cadences et du rendement.

QdP : Le rendement à la sécurité sociale, qu'est-ce que c'est ?

P. : Ça fait très longtemps que l'Etat a mis en place le rendement. Chaque jour, l'employé doit traiter un nombre moyen de dossiers égal à 80. Chaque soir il faut rendre sa fiche de production.

L'analyse du rendement individuel rentre en ligne de compte dans le calcul de la notation c'est-à-dire de l'avancement, des salaires, etc... Alors toute la journée, c'est la course au rendement, car si on ne le tient pas c'est la convocation par le chef de centre et les remarques du genre « si vous ne faites pas votre travail, c'est du boulot en plus pour vos camarades ».

Contre le rendement, les travailleurs commencent à se mobiliser depuis quelques années.

Dans certains centres le personnel divise le nombre de dossiers traités dans la journée par le nombre d'employés. D'autres refusent de tenir le rendement. Moi par exemple, je me tiens à 40 car c'est nécessaire pour pouvoir s'occuper correctement des assurés et leur expliquer les démarches qui leur permettront d'être remboursés plus vite.

Nous, syndicalistes révolutionnaires, nous demandons la suppression du rendement, « à travail égal, salaire égal ». Dans cette bataille, nous trouvons face à nous, non seulement l'Etat mais aussi le

PCF qui lui se contente de demander la réduction du rendement à 60.

QdP : Quels sont les rapports avec les assurés ?

P. : « le guichet c'est le lieu où se mesure l'opposition entre la politique de la bourgeoisie et les aspirations des travailleurs.

D'un côté le rendement pousse les employés à être « secs », à liquider le plus rapidement les dossiers, de l'autre, les assurés veulent qu'on s'occupe correctement de leurs dossiers pour être remboursés rapidement. Alors souvent le ton monte.

Quand le matin la première dispute éclate, on peut être sûr que ça va durer toute la journée, car tous les gens qui attendent se manifestent et suivent cet exemple.

Souvent les chefs de centre appellent la police qui ne se prive pas d'assommer l'assuré dans le car s'il se débat.

De fait, la direction et son rendement encouragent et développent les attitudes racistes dans le personnel, car les immigrés ont plus de mal à comprendre et « font perdre du temps ».

QdP : « Sur quelles bases aujourd'hui peut se construire l'unité populaire ? »

P. : Face à la politique de l'Etat, chez les assurés et chez les employés, les aspirations à l'unité se dessinent.

D'une part, en luttant contre le rendement, nous faisons avancer l'idée « on ne peut à la fois servir le peuple et l'Etat ». D'autre part, les assurés, en protestant tous les jours, en laissant souvent passer leur tour pour pouvoir aller avec l'employé « aimable », en dénonçant cette bureaucratie idiote qui écrase les uns et exploite les autres, encouragent de fait une unité populaire, anti-capitaliste avec les travailleurs de la sécurité sociale.

C'est dans cette voie-là que nous, syndicalistes révolutionnaires à la CFDT, nous luttons. Notre bataille est difficile mais elle est importante surtout au moment où la bourgeoisie cherche à faire payer également dans le domaine de la santé, sa crise aux travailleurs. C'est l'alliance nouvelle, révolutionnaire des travailleurs de la sécurité sociale et de la classe ouvrière qu'il nous faut construire dès les prochaines luttes.



la file d'attente :
«... plusieurs heures parfois »

sé. Pendant ce temps, notre argent « dort » à la Sécurité Sociale.

Je suis passé deux fois au contrôle médical et à la commission d'enquête et je ne suis toujours pas reconnu en accident du travail.

A l'expertise, le patron est venu mais le représentant de la caisse de Sécurité Sociale ne s'est même pas dérangé, ils ont dit qu'il aurait un procès verbal pour absence. En attendant mon dossier est encore retardé...

gratuite pour le peuple, il n'y aurait pas tous ces papiers, on perdrait moins de temps en procédure, moins d'argent.

QdP : Que penses-tu de la sécurité sociale ?

Un ouvrier immigré : Elle se moque de nous. Tu demandes un papier, ils te baladent d'une caisse à l'autre te font revenir cinq, dix fois.

Moi, je ne sais pas écrire et je ne connais pas les

QdP : Comment fais-tu pour remplir les papiers ?

Un ouvrier immigré : comme tous mes camarades qui ne savent pas écrire français : on cherche partout, dans les cafés pour se faire expliquer et remplir les papiers. A Ivry dans les cafés il y a deux arabes qui nous font obtenir nos droits, nous remplissent les papiers en nous demandant un bon pourcentage, parfois aussi certains d'entre nous abandonnent les démarches et

bloc-notes

lutter contre la bronchite chronique

Nous avons vu dans notre dernier article que c'est la pollution qui est le principal responsable de la bronchite.

Par ailleurs responsable d'artérite, de cancer des bronches, du larynx... le tabac est un facteur évident de bronchite chronique et dans tous les cas majeure les effets toxiques sur les bronches des autres agressions. Il entraîne des lésions inflammatoires qui évoluent en deux phases :

- la première, réversible, s'observe chez des bronchitiques jeunes qui, cessant de fumer, sont complètement guéris,

- la deuxième phase s'accompagne de lésions bronchitiques qui ne régressent que faiblement à l'arrêt de l'intoxication tabagique, la maladie continuant d'évoluer plus lentement.

S'il est vrai que le tabac aggrave ou précipite la maladie, qui aujourd'hui est responsable, sinon le capitalisme, de la pollution industrielle et urbaine et fait en même temps d'énormes profits sur le tabac tout en faisant mine de le dénoncer ?

C'est d'ailleurs pour masquer cette responsabilité que Weil insiste sur le tabac comme cause essentielle de bronchites et accuse les travailleurs de « se rendre malades eux-mêmes ». C'est de la même façon que les mineurs silicosés s'entendent dire régulièrement : « Vous fumez trop ! ».

Le traitement lui-même de la bronchite repose sur quelques médicaments utilisés pour ralentir la progression de la maladie, et empêcher les complications (infection et insuffisance respiratoire).

Les sirops anti-tussifs ne doivent être utilisés que dans les cas où la toux est sèche, et sans crachats car elle fatigue inutilement. Sinon la toux doit être respectée : l'arrêter serait dangereux puisque le mucus resterait en place dans les bronches ce qui empêcherait de respirer et pourrait être source d'infection. Certains sirops fluidifient les sécrétions et aident les bronches à se vider.

En cas de grosse gêne respiratoire, les dilateurs de bronches utilisés aussi dans l'asthme (Théophylline) sont nécessaires.

Enfin, les antibiotiques sont souvent utiles pour prévenir ou soigner les infections (signalées par des crachats purulents, de la fièvre).

Deux moyens d'appoint pour soigner la bronchite : le vaccin anti-grippe qui peut protéger partiellement et la gymnastique respiratoire pour apprendre à drainer les bronches, à expirer sans fatigue.

Mais le traitement de la bronchite chronique est avant tout préventif.

C'est par le refus de la poussière, des vapeurs toxiques, de la pollution que l'on pourra en supprimer les causes. Les mineurs qui commencent à s'organiser contre la silicose, les paysans, les ouvriers contre la fluorose montrent la voie à suivre. C'est par la lutte des travailleurs contre la maladie, pour faire le bilan de la bronchite, et s'organiser dans les quartiers, dans les usines que nous ferons reculer la bronchite chronique.

Docteur QdP

un nouveau disque DU « TEMPS DES CERISES » A « LA VALSE DE DARBOY »

Dans le domaine de la musique que se passe-t-il ? Un nouveau disque vient de sortir. Le titre, « ça branle dans le manche » est tiré d'un chant de la Commune. Sur la pochette, un dessin représente les insurgés de 1870. C'est que toute la première face du disque est consacrée aux chants issus de l'insurrection. Au piano, François Tusques et pour le chant Serge Utgé Royo, voilà pour les présentations.

Dans l'ensemble, ce disque mérite qu'on s'y arrête. Si dans le domaine de la littérature ou du théâtre, les expériences pour faire un art populaire sont multiples, elles restent limitées dans le domaine de la musique. « Ça branle dans le manche » en est une. Qu'apporte-t-elle ?

Trois thèmes sont abordés dans le disque : la Commune de Paris, la circulaire Dijoud et les luttes dans le livre. Le choix des sujets atteste donc déjà d'une volonté de se tourner vers les luttes du peuple. « La valse de Darbois » par exemple a été écrite pendant la lutte, avec les travailleurs. Que dit-elle ?

*Le père Dufour est un voleur
L'argent ? c'est lui qui nous l'a pris
Cette société, nous n'en voulons plus
Nous aspirons à autre chose...
et plus loin...*

*Rien ne sera plus jamais comme avant
On dit toujours
Que l'habitude est une seconde nature
Faut lutter contre.*

*Pour changer ce monde pourri
A notre profit
Faudra détruire le vieux monde pourri
Pour construire un monde nouveau...*

Si une chanson comme celle là restitue bien les aspirations de notre peuple à changer de société, il y a dans les textes de Serge Utgé-Royo des passages « anarchisants » qui limitent la

portée politique du disque. Lorsque Serge Utgé-Royo dit dans sa chanson sur la Commune « faisons comme les Communards, abolissons l'armée... » il contribue à développer l'anti-militarisme, un certain pacifisme qui est l'inverse de la conclusion imposée par l'insurrection de 1870.

ça branle dans le manche !



La recherche faite au piano dans des morceaux comme « Histoire du mouvement ouvrier », est très intéressante. Le procédé du collage utilisé par Tusques, qui mêle les chants de la Commune à des thèmes de sa composition est une réussite. Comme dans « Tout le sang du monde » il y a une volonté de réactualiser de vieux thèmes musicaux. Le résultat est intéressant. A aucun moment, l'accélération des rythmes, sa ponctuation plus ferme et l'extension des gammes de sons ne font tomber ces morceaux dans la parodie. A noter aussi, dans le souci du respect des musiques populaires, la chanson sur les mesures Dijoud qui se construit sur une musique africaine.

De ce point de vue, le disque apporte du nouveau.

Claude VILLARD

télévision

programme

LUNDI 8 DÉCEMBRE

TF 1
17 h 15 - TELEVISION SCOLAIRE
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - EMBRASSE-MOI IDIOT film américain
22 h 30 - ENTRETIEN POUR RIRE AVEC HENRI GENES
23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2

19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES
21 h 45 - MIROIR DU TEMPS PRÉSENT « gloires de Paris » ou « La journée d'un touriste »
22 h 45 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
20 h 30 - DIANE DE POITIERS
22 h 15 - JOURNAL et fin

MARDI 9 DÉCEMBRE

TF 1

19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA JUSTICE DE SIMON L'INDIEN
21 h 30 - QUOI ? DE QUI ?
22 h 20 - PLEINE PAGE
23 h 00 - JOURNAL

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : « Daniel, Simone, Claude... et un million d'autres » (le chômage)
23 h 15 - JOURNAL

FR 3

18 h 55 - JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - « SI J'ETAIS ESPION » - film de Bertrand Blier (1967)
22 h 00 - JOURNAL

* Ce soir, à 21 h 45, à voir : « Miroir du temps présent ». Cette émission avait été déjà programmée le 24 novembre. Antenne 2 l'avait supprimée au profit de la prestation de Neuschwander et des patrons de « gauche ».

Guy CHALON et Gérard GOZLAN ont reconstitué la journée d'un touriste qui visite Paris avec les organismes spécialisés. L'émission montre quelle image de la ville on leur donne : une image de carton-pâte, source de profit pour l'industrie du bibelot, une image modelée par BRIGNEAU, le rédacteur en chef de « MINUTE », puisque c'est le guide qu'il a édité qui sert de référence aux agences comme « Cityrama » ou « Parivision ». Dans les cars qui sillonnent Paris, on apprend ainsi que tel ou tel monument a été détruit par la « populace », que Bonaparte heureusement a mis de l'ordre dans tout cela, et bien d'autres choses encore...

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.



DANS LES MINES LA REPRESSION EST QUOTIDIENNE

En participant au Tribunal Populaire du 22 mars, en participant durant les 3 mois précédant le Tribunal aux travaux de la commission populaire d'enquête de Liévin constituée au lendemain de la catastrophe du 27 décembre, de nombreux mineurs du bassin et notamment des mineurs du 3 et du 4 de Lens, du 7 d'Avion, de Douai, des femmes, des veuves de mineurs n'ont pas hésité à dénoncer publiquement non seulement les responsabilités des houillères

dans l'accident, l'absence de sécurité au fond des puits, mais aussi l'ensemble des conditions de travail, de vie : le logement, la médecine, etc... En agissant de la sorte, les mineurs et leurs familles ont montré qu'ils n'acceptaient pas leur sort sans rien dire et c'est une victoire qu'ils ont remportée contre les Houillères qui cherchent toujours à entretenir un climat de crainte chez les mineurs et à les diviser. La lutte en effet n'est pas facile à la mine avec la répression et les diverses pressions exercées contre les mineurs et leurs familles.

DE LA FOSSE...

Il n'y a quasiment pas un instant de la vie du mineur, qui n'échappe à l'emprise des Houillères : celle-ci ont non seulement imposé l'organisation du travail mais encore façonné toute l'existence du mineur. Tout est fait pour que le mineur placé dans ces conditions ne se rebelle pas. Au fond de la mine, ce sont les déplacements pour essayer de rompre la solidarité des mineurs, ce sont les amendes, les punitions ou encore les offres pour devenir porion à

ceux qui ont moins de 30 ans, (de moins en moins nombreux mais dont les Houillères craignent qu'ils réagissent plus vivement que leur aînés notamment parce que la perspective de la retraite est encore lointaine) : « Si tu ne te fais pas remarquer, dit l'ingénieur, tu as tes chances. » Pour encadrer les mineurs, les Houillères comptent sur tout un personnel : porions, ingénieurs, médecins...

AUX CORONS...

La répression s'étend aux corons : les gardes, les

assistantes sociales des Houillères et jusqu'à l'éducation surveillée exercent une surveillance de la vie des mineurs et font pression sur eux. Les mineurs doivent compter aussi avec les responsables syndicaux qui participent de diverses manières au système des Houillères (conseils d'administration des Charbonnages de France, du bassin, des caisses de secours minières, etc...) et collaborent fréquemment avec elles. Les mineurs doivent aussi compter avec tous les ragots, les faux bruits propagés par ces gens-là, et qui se sont multipliés à l'occasion du Tribunal Populaire. Le paternalisme des déclarations des responsables des Houillères, comme celles de Mr Hecquet, président des Houillères du bassin (et publiées entre autre dans « Relais » diffusé aux mineurs), afin de les convaincre qu'ils sont une corporation à part, dont les sacrifices serviraient au bien-être de toute la population, ce paternalisme complète habilement les multiples pressions exercées sur les mineurs pour tenter de s'opposer à leur révolte.

(à suivre)

international

PORTUGAL "il va falloir se battre plus qu'avant"

C'est l'heure de la pause, dans cette petite usine de construction mécanique de Sacavem, au nord de Lisbonne, près de la caserne du RALIS. Tous les ouvriers sont présents, une trentaine, beaucoup membres ou sympathisants du PCP, PRB, MES, MRPP ou UDP. Ce concentré des courants de la «gauche» portugaise n'a rien pour étonner : le taux d'adhésion aux partis politiques est aujourd'hui très élevé, dans un pays où, des années durant, c'était un «crime» puni de graves peines.

Le 25 novembre, à l'annonce de l'état de siège, qu'ont-ils fait ? «Nous avons tous arrêté le travail, pour discuter de la situation». Le délégué syndical précise : «J'ai téléphoné au syndicat de la Métallurgie, qui nous a dit : «Soyez vigilants ! s'il nous passe quelque chose, on nous appellera ! Mais il n'a jamais rappelé». Un autre ouvrier intervient : «C'est vrai ! Il ne nous a pas dit ce qu'il fallait faire, il n'a lancé aucun appel à la lutte... Les partis de gauche, surtout le PCP, n'ont pas appelé la population à se mobiliser. Car le PCP voulait faire son coup d'Etat, pour ses intérêts, pas pour ceux de la classe ouvrière». Tous approuvent. Un ouvrier reprend : «Le coup, c'était celui des partis, pas celui des ouvriers. D'ailleurs, le coup n'était pas opportun, pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Et puis la population n'est pas prête psychologiquement, ni même militairement».

Le mercredi 26 novembre, à l'usine, «non a fait une réunion et



on a discuté de se mettre en grève. La plupart d'entre nous est allée au RALIS pour prendre les armes, même la cuisinière de l'usine. Le patron a même proposé de fermer l'usine, qui est à côté du terrain d'aviation militaire. Le délégué syndical ajoute : «À 7h, le matin, devant le RALIS, j'ai parlé avec l'officier qui commandait. Il m'a dit que le régiment de l'Ecole pratique de cavalerie de Santarem arrivait avec des chars et nous a demandé de mobiliser les gens pour arrêter sa progression. J'ai téléphoné au syndicat, qui ne m'a rien répondu. Il n'a rien dit, rien fait». Un sympathisant du MRPP intervient : «Comme il ne se passait rien, les travailleurs sont répartis dans la journée, petit à petit. Si le RALIS n'a pas distribué les armes, c'est que le parti social-fasciste a manœuvré, profitant de la situation». Un ouvrier l'interrompt : «Je ne suis pas d'accord. Le parti que

tu appelles social-fasciste n'a pas mobilisé les travailleurs quand il le fallait. Le coup était inopportun, mais une fois lancé, il fallait le continuer. Le PCP a abandonné les travailleurs pour négocier avec la droite des fauteuils de ministres». L'ensemble des travailleurs manifestent leur approbation. Un autre travailleur intervient : «Les dirigeants des partis divisent la classe ouvrière. Ceux du PCP ne voient que leurs intérêts et trahissent ceux des ouvriers. Mais les travailleurs ne baissent pas la tête, et leur accord est général : ils faut se battre. Car maintenant, la répression va s'abattre sur nous. On doit tirer les leçons de ces derniers jours ; il va falloir se battre plus qu'avant». Tous acquiescent. Un ouvrier dit : «Il faut qu'on s'organise tous ensemble, pour que la prochaine fois on fasse ce qu'on veut tous : la révolution, la vraie, pas celle du PS ou du PCP. On ne sait pas bien

encore comment on le fera, mais on a la volonté de la faire». Tous les ouvriers sont d'accord avec leur camarade. Étonnant accord, pour l'étranger, entre des membres de partis politiques dont les lignes sont si divergentes. Mais accord représentatif en fait de la politisation actuelle de la classe ouvrière portugaise. Au-delà des partis existants, les masses partagent une aspiration commune à mettre fin au régime d'exploitation. Ressentant l'impasse du révisionnisme et des diverses solutions opportunistes, chacun, membre ou non d'un parti, en vient ici souvent à les mettre tous dans le même sac. Mais dans la recherche d'une perspective révolutionnaire, unanimement souhaitée, la classe ouvrière portugaise n'a pas encore, dans sa masse, dégage sa voie.

enquête d'Antoine JALLIEU

CAMACHO DE NOUVEAU EN PRISON

La liberté de Camacho aura été de courte durée... à peine le temps des «fastes» de l'intronisation de Juan Carlos, à peine le temps d'une opération publicitaire visant à faire croire à la réalité de l'indulto. Camacho, qui devait parler dans une université madrilène en compagnie du démocrate-chrétien Ruiz Jimenez, membre de la Convergence Démocratique en avait été empêché par la police. En même temps que Marcellino Camacho, une vingtaine de militants syndicalistes ont été arrêtés, qui tous demandaient une véritable amnistie. La réponse de Juan Carlos a été la même que celle de Franco : la répression.

MOZAMBIQUE CONTRE LES PRESSIONS SOVIÉTIQUES

Au mois d'octobre au cours de la réception donnée par l'ambassade soviétique à Lourenço Marquês, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, le premier ministre du Mozambique déclara qu'il remerciait l'URSS mais qu'il espérait qu'elle ne tenterait pas de faire pression sur le MPLA comme elle avait fait au Mozambique. Les témoins rapportent que le chargé d'affaires soviétiques est devenu écarlate, et sans un mot s'est éloigné de Chissano.

Les pressions rappelées par Chissano portent sur la tentative des soviétiques d'obtenir des points de mouillage au Mozambique qui a une longue côte qui contrôle la route du pétrole.

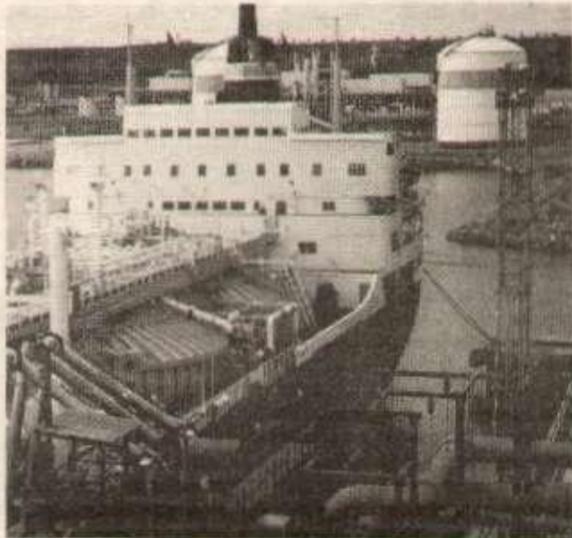
O.N.U. : DJIBOUTI DOIT ÊTRE INDÉPENDANT !

Vendredi dernier, l'ONU a adopté une motion exigeant que la France crée toutes les conditions nécessaires pour accélérer le processus d'indépendance du peuple de la prétendue Côte française des Somalis, en favorisant notamment la libération des prisonniers politiques et le retour des représentants des mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'Unité Africaine ainsi que celui de tous les réfugiés politiques reconnus comme tels par les mouvements de libération et les partis politiques». La résolution exige le retrait de toutes les forces armées stationnées sur le territoire. Cette résolution s'inscrit en fait contre le projet actuel de Stirn : accorder une indépendance formelle à Djibouti, tout en préservant l'essentiel de la domination française en s'appuyant sur Ali Aref, jusqu'à présent défenseur zélé de l'impérialisme français.

Un tel projet se heurtera à la ferme volonté d'indépendance des masses à Djibouti qui sauront s'opposer à toute tentative d'un autre impérialisme de dévoyer leur volonté d'indépendance. On sait que dans la région, impérialisme US et social-impérialisme soviétique lorgnent particulièrement vers cette colonie française qui occupe une place stratégique à la charnière entre l'océan indien et la méditerranée, à l'entrée du Canal de Suez.

CONFÉRENCE DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE CONTRE LE PILLAGE IMPÉRIALISTE

Les ministres africains du commerce se sont réunis pendant plusieurs jours à Alger du 24 au 29 novembre. Tous les organes d'information en France ont gardé le silence, alors que nous nous souvenons quel grand bruit ils avaient fait sur le sommet de Rambouillet, il n'y a pas si longtemps. Silence volontaire sur un événement important : pour la première fois depuis leur indépendance les pays africains se sont réunis pour discuter et mettre en place les moyens de développer le commerce entre les pays d'Afrique.



DES BANANES AFRICAINES ACHETÉES EN EUROPE

Des pays africains sont obligés de racheter les bananes produites par d'autres pays africains aux pays européens. Ce n'est pas un exemple isolé, mais la situation générale : la plus grosse part du commerce inter-africain passe par l'intermédiaire de l'Europe. Pour l'essentiel les pays africains commercent avec les pays impérialistes. En 1974 sur 68 milliards de dollars, montant total du commerce de l'Afrique, le commerce entre pays africains ne représentait que 1,5 milliards de dollars, presque rien !

Pour 90%, les pays africains exportent des matières premières et des produits agricoles de grande culture : le café représente

en 1970 plus de la moitié des exportations de l'Éthiopie et du Cameroun, en 1969, le cuivre représente la quasi-totalité des exportations de la Zambie, le fer 87% des exportations de la Mauritanie, le pétrole et gaz 71% des exportations algériennes. Dans le même temps les pays africains doivent importer des denrées alimentaires des pays capitalistes, ainsi que des produits finis.

DES ROUTES ET DES VOIES FERRÉES POUR LE PILLAGE

Pour commercer entre pays africains, il faut des moyens de communications. Regardez la Mauritanie. La France y a édifié,

à ses frais, la principale voie ferrée ; elle va des mines de la Miferma au port, d'où les bateaux importent le minerai de fer vers Fos. Et l'Éthiopie !

Une voie ferrée. Elle va de Addis Abeba, la capitale, à Djibouti, construite avec l'aide de la France, qui contrôle ainsi l'essentiel des importations et des exportations du pays.

Il en est ainsi de tous les pays africains, toutes les voies de communication ont été construites pour acheminer vers les ports les richesses tirées du sol africain.

QUATRE COMPAGNIES OCCIDENTALES CONTRÔLENT LA PLUS GROSSE PARTIE DU COMMERCE

Tout ce commerce ne rapporte qu'aux compagnies occidentales : en 1969, les entreprises opérant au Gabon ont retiré 18 milliards de bénéfices, presque autant que le montant du budget de l'Etat qui était de 20 milliards. La plus grosse part du commerce est entre les mains de 4 grosses compagnies dont l'existence remonte à un siècle, à l'époque coloniale. Le commerce africain, d'au-

jourd'hui est entièrement et directement hérité du colonialisme. Après l'indépendance, les pays occidentaux intensifient leur pillage : en 1966, le commerce des pays africains entre eux représentait 5% de l'ensemble de leur commerce ; en 1974, il ne représente plus que 2,8% ! C'est le colonialisme qui a imposé aux pays africains de tourner toute leur production vers un ou deux produits, en vue de l'exportation, établissant ainsi une dépendance complète par rapport aux pays riches. C'est le néo-colonialisme, qui a encore accru cette dépendance économique : la France par exemple, a imposé aux pays de la zone franc qu'ils lui accordent des tarifs préférentiels, dans le même temps ces pays dressaient des barrières douanières contre les produits venant d'autres pays créant ainsi un nouvel obstacle au commerce entre pays africain ; les britanniques firent de même avec leurs colonies.

Les pays africains commencent dans leur ensemble à voir que les propositions des pays occidentaux d'accords de commerce Afrique-Europe, par exemple, ne permettront pas aux pays africains de prendre le contrôle de leurs richesses et de leurs économies s'ils ne sont pas unis, s'ils n'entreprennent pas ensemble de liquider les moyens de la domination impérialiste. Cette conférence marque ainsi un pas en avant dans l'unité des pays du Tiers-Monde. La volonté d'unité a été la plus forte, malgré des divisions créées par l'intervention des Etats-Unis et de l'URSS en Angola, qui a opposé certains délégués.

UNE CONFÉRENCE QUI NOUS INTÉRESSE DIRECTEMENT

La conférence des ministres du Commerce a dénoncé tous les obsta-

Grégoire CARRAT